

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 21 (1971)

Heft: 1/2

Buchbesprechung: La Société française en 1789. Semur-en-Auxois [Régine Robin]

Autor: Perrenoud, Alfred

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

tenu compte des importations officielles et surtout clandestines de livres étrangers. Nous sommes convaincus que les exportations hollandaises et les livraisons de Genève, Lausanne et Neuchâtel ont, malgré les entraves mises par l'administration royale, modifié non seulement l'aspect de la consommation particulière des élites de la capitale, mais aussi celle de la province française. Nous nous référons non seulement aux produits de l'illuminisme, mais aussi, pour certaines zones, à la littérature protestante.

Le *Journal* (1750–1769) de Joseph d'Hémery, inspecteur de la librairie, les *Mémoires secrets* (1762–1787) de Bachaumont et la *Correspondance* de Grimm sont les textes étudiés par Jean-Louis et Maria Flandrin dans leur contribution sur la circulation du livre dans la société du XVIII^e siècle. Il ne s'agit en réalité que de la seconde moitié de ce siècle. Les auteurs y constatent que si la société éclairée ne manifeste pas de prédilection pour les sciences et les techniques, qu'elle méprise assez généralement les romans et se détourne des livres religieux, elle montre en revanche un goût très vif pour le théâtre. Les sciences, le droit et la théologie sont devenues des disciplines de spécialistes.

Daniel Roche compare l'assise et l'origine sociale des encyclopédistes avec celles des académiciens de Bordeaux, Dijon, Châlons s/Marne et Caen. Chez les encyclopédistes prédomine largement le tiers état alors qu'à des degrés divers le clergé et la noblesse ont leurs entrées dans les académies.

François Furet et Alessandro Fontana font appel à la linguistique pour étudier dans quelle mesure les méthodes et les procédures qui lui sont empruntées peuvent être appliquées à des corpus historiques. A cet effet, les auteurs utilisent la liste chronologique des 40 000 titres d'ouvrages qui, entre 1723 et 1789, ont fait en France l'objet d'une demande d'autorisation de paraître, soit par le canal traditionnel des privilèges de la librairie, soit par le moyen officieux d'une permission tacite. Le premier auteur s'attaque au mot «histoire», le second au mot «méthode». La recherche complexe à laquelle ils se livrent tous deux n'est certes pas dénuée d'intérêt. On a le sentiment de pénétrer dans un domaine neuf avec des moyens d'investigation prometteurs mais dont on souhaite qu'ils parviennent à s'affiner, car, il faut bien le dire, les résultats pratiques de ces exercices ne correspondent pas encore à l'importance des buts de l'enquête. On peut donc à bon droit se demander si un meilleur parti ne pourrait pas être tiré d'ores et déjà des séries documentaires si abondantes qu'offrent aux sociologues et aux historiens les archives de la librairie française pour le XVIII^e siècle.

Milan

Georges Bonnant

RÉGINE ROBIN, *La Société française en 1789: Semur-en-Auxois*. Paris, Plon, 1970. In-8°, 522 p., cartes et graphiques.

«D'avoir été thèse universitaire et ouvrage de débutant, le livre se présente de façon quelque peu déroutante. S'il tient compte des acquisitions les plus

récentes de l'historiographie, s'il ouvre en quelque domaine, fort modestement, quelques voies nouvelles, il ne va pas jusqu'au bout de ses présupposés et de ses remises en cause. Prudent, il essaie de concilier l'empirisme dominant de l'historiographie actuelle et le dépassement de ce même empirisme, objet d'une histoire nouvelle. De là l'allure éclectique, phénoménologique du livre, allure raisonnée.» C'est en ces termes que Régine Robin présente son ouvrage. Un livre en effet déroutant, irritant même parfois dans la mesure où il promet plus qu'il ne tient; un livre pourtant qui mérite d'être lu.

Le lecteur se trouve au premier abord désagréablement surpris. La couverture annonçant «La Société française en 1789», on s'attend bien sûr à un ouvrage de synthèse, quelque chose comme une description globale de la société française à veille de la Révolution. On découvre un modeste baillage bourguignon: Semur-en-Auxois, et la plus classique des monographies paroissiales. La déception est d'autant plus grande que cette étude fait suite à une introduction pleine de promesse.

L'ouvrage, d'ailleurs, est ambigu. Trois textes de nature bien différente y sont juxtaposés. L'introduction aborde les problèmes fondamentaux de définition des concepts: notion d'«Ancien Régime», contenu de la «bourgeoisie», rapports entre ordres et classes. Se situant dans une optique résolument marxiste, Régine Robin donne de la bourgeoisie une définition très restrictive, la ramenant à une classe qui «se situe en position de domination économique-sociale dans la sphère des rapports sociaux capitalistes». Il est évident que dans un temps où ce mode de production est encore fort limité, la bourgeoisie ainsi définie apparaît comme singulièrement «exsangue». Mais rigueur vaut sans doute mieux qu'imprécision.

On s'attendait à voir appliquer cette rigoureuse problématique dans la seconde partie du volume consacrée à l'étude du baillage bourguignon. Il n'en est rien. Face à une réalité sociale, Régine Robin se rallie à Georges Lefebvre et adopte pour la bourgeoisie une définition qu'elle-même qualifiait «d'apoplectique», incluant dans cette classe les anoblis, les officiers, les professions libérales. L'auteur sans doute nous avait prévenu: «ce livre ne va pas jusqu'au bout de ses présupposés.» On aurait aimé moins de prudence et il est difficile de se défaire d'un sentiment de gêne; cette prudence pourrait bien révéler (ou cacher) la stérilité d'une définition des concepts trop théorique, pour ne pas dire trop exclusivement marxiste, et pas assez fondée sur une analyse du réel.

La troisième partie du livre est certainement la meilleure, la plus nouvelle: à elle seule, elle mérite de retenir l'attention, Il s'agit d'une lecture critique des cahiers de doléance qui amorce le problème des rapports entre histoire et linguistique. «Le cahier de doléance est un texte qu'il faut analyser comme tel .. étudier non seulement ce qui est dit, mais ce qui est tu et qui est tout aussi important et pourquoi on le tait.» On rejoint les problèmes de la «nouvelle critique». Régine Robin propose un programme de lecture en quatre

points: construire, en premier lieu, une thématique des représentations, puis une analyse des mots-thèmes, de leurs corrélations, des «réseaux notionnels» qui définissent «les linéaments d'une idéologie»; en troisième lieu, étudier l'analyse formelle, l'architecture visible des cahiers; enfin, «chercher la signification de ce système de représentations en comparant le langage de l'idéologie et les problèmes réels qui se posent». Tout cela est encore neuf, et Régine Robin ne fait que poser des jalons. Bien que l'analyse ne soit pas menée à son terme, elle montre déjà une problématique qui ouvrira peut-être à la discipline historique de nouvelles perspectives, auxquelles le recours aux ordinateurs pourrait bien donner une ampleur inattendue. C'est en cela que ce livre mérite d'être lu.

Genève

Alfred Perrenoud

HANS-JOACHIM SCHOEPS, *Preussen und Deutschland, Wandlungen seit 1763*. Zweite veränderte Aufl. Berlin, Haude und Spener, 1970. 306 S.

Das Werk des Erlanger Ordinarius für Geistesgeschichte ist keine durchgehende Faktenerzählung, also keine eigentliche deutsche Geschichte der letzten zwei Jahrhunderte, sondern es gibt nur «Stationen» an. Auch die Rezension muss sich dieser «punktuellen» Methode bedienen.

Schoeps sieht schon im Hubertusburger Frieden (1763) und im Deutschen Fürstenbund zwischen Preussen, Hannover und Sachsen (1785) die Entwicklung des 19. Jahrhunderts vorweggenommen, wobei der Reichsverband wegen der habsburgischen Hausmachtspolitik unter weitgehender Zustimmung des «3. Deutschland» habe aufgehoben werden können. Auch vom eigenwilligen Handeln des Generals Yorck von Wartenburg bei Tauroggen (1812) führt eine Linie in spätere Zeiten, zum Urenkel, der zum engsten Kreis der Widerstandskämpfer gegen Hitler gehörte. Es geht um das «urpreussische» Problem des Handelns in verantwortlicher Stellung, wenn nötig gegen die Befehle von oben, ein Problem, das kurz vor Tauroggen Kleist im «Prinzen Friedrich von Homburg» aufgeworfen hatte.

Die Reichsgründung von 1848/50 war nach Schoeps bewusstseinsmässig noch nicht reif. Friedrich Wilhelm IV. lebte noch ganz in der Tradition eines Reichsfürsten und glaubte, die Kaiserkrone komme nur einem Habsburger zu, und auch die Unionspläne des Aussenministers Radowitz, «des geistreichsten Aussenministers und der grössten Kulturpersönlichkeit, die Preussen je herausgestellt hat», scheiterten. In der Schöpfung Bismarcks, der letztlich die Pläne von Radowitz wieder aufnahm, sieht der Verfasser keine zwangsläufige Entwicklung, es gab im Gegenteil Alternativen wie die Konzeption des österreichischen Handelsministers Bruck, der an einen grossdeutschen Zollverein als Basis eines 70-Millionen-Reiches dachte, oder den Triasgedanken, doch griff die Lösung Bismarcks die im Zeitgeist liegenden Tendenzen auf und trieb sie erfolgreich voran. Die Weichenstellung von 1866 hat das Unglück von 1918 mit ausgelöst und durch die Zerstörung der Donaumonarchie das heutige Nationalitätenchaos auf dem Balkan verur-